

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2287 - 1er juin 2012 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Pour affirmer les exigences
des travailleurs**

**Votez pour les
candidats de
Lutte Ouvrière !**



SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ Augmentation des salaires
 - Le Pen et les salaires
 - Education nationale : il y a urgence à embaucher
 - UMP : tir dans tous les coins
- p. 5 ■ Les patrons licencient, le gouvernement consulte
 - Sodimédical : pas de salaire avant juillet
 - Fil rouge

La fête

- p. 6, 7, 8, 9 et 10
 - Les idées communistes étaient à la fête
 - Interventions de Nathalie Arthaud :
 - Un programme de lutte pour la classe ouvrière
 - Mondialisation et internationalisme prolétarien

Dans les entreprises

- p. 11 ■ Chantiers navals STX
 - Jour de solidarité
- p. 12 ■ Technicolor - Rennes
 - Thomson Technicolor - Angers
- p. 16 ■ ROTOS 93 mise en liquidation

Il y a vingt ans

- p. 13 ■ États-Unis : 29 avril 1992, les émeutes de Los Angeles

Dans le monde

- p. 14 ■ Canada : les manifestations étudiantes au Québec
 - États-Unis : la peine de mort reste à abolir
- p. 15 ■ Portugal : la santé victime de l'austérité
 - Espagne : quand les banquiers jouent avec le feu
 - Une balance au Vatican
- p. 16 ■ Syrie : massacre de Houla
 - Bull en Libye

Réunions publiques des candidats de Lutte Ouvrière

Vendredi 1^{er} juin

- Saint-Nazaire (Loire-Atlantique)
- Nantes (Loire-Atlantique)
- Rennes (Ille-et-Vilaine)
- Vierzon (Cher)
- Saint-Amand-Montrond (Cher)
- Montargis (Loiret)
- Tours (Indre-et-Loire)
- Orchies (Nord)
- Fourmies (Nord)
- Berck-sur-Mer (Pas-de-Calais)
- Lure (Haute-Saône)
- Feuquières (Oise)
- Montreuil (Seine-St-Denis)

- Suresnes (Hauts-de-Seine)

Samedi 2 juin

- Valenciennes (Nord)
- Brive (Corrèze)
- Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)
- Nevers (Nièvre)
- Beauvais (Oise)
- Compiègne (Oise)
- Avranches (Manche)
- Le Blanc-Mesnil (Seine Saint-Denis)

Lundi 4 juin

- Vitry (Ille-et-Vilaine)
- La Roche-sur-Yon (Vendée)

- Saint-Omer (Pas-de-Calais)

Mardi 5 juin

- Limoges (Haute-Vienne)
- Angers (Maine-et-Loire)
- Combourg (Ille-et-Vilaine)
- Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis)

Mercredi 6 juin

- Belfort (Territoire de Belfort)
- Lunéville (Meurthe-et-Moselle)
- Lille (Nord)
- Amiens (Somme)
- Saint-Just-en-Chaussée (Oise)

- Orléans (Loiret)
- Guéret (Creuse)
- Creil (Oise)
- Toulouse (Haute-Garonne)
- Amiens (Somme)
- Saint-Lô (Manche)
- Nanterre (Hauts-de-Seine)

Jeudi 7 juin

- Fougères (Ille-et-Vilaine)
- Metz-Pontifroy (Moselle)
- Coutances (Manche)
- Cherbourg (Manche)
- La Rochelle (Charente-Maritime)
- Bourges (Cher)
- Le Puy-en-Velay (Haute-Loire)
- Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis)

Vendredi 8 juin

- Laval (Mayenne)
- Metz-Borny (Moselle)
- Bondy (Seine-Saint-Denis)
- Évreux (Eure)

Pour plus de précisions, consulter nos sites régionaux.

Réunions publiques de Nathalie Arthaud

6^e circonscription de Seine-Saint-Denis

Aubervilliers

Mercredi 6 juin à 19 h 30
École Jean-Jaurès / Jules-Guesdes
3-5, rue Paul-Bert

Pantin

Jeudi 7 juin à 19 h 30
École Sadi-Carnot
2, rue Sadi-Carnot

Dans les médias

Samedi 2 juin à 11 h sur France 3 IdF : Nathalie Arthaud invitée de *La Voix est libre* - débat avec Patrick Bloche (PS), Chantal Brunel (UMP), Marie-George Buffet (FdG)



Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière
audio

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Seules nos luttes imposeront le véritable changement

Nous voilà donc avec un président de la République tout neuf, un Premier ministre tout neuf et un gouvernement tout beau tout neuf, avec de nouvelles têtes, rajeuni, féminisé, plein d'élan.

Hollande applique à la lettre la règle de tous les pouvoirs: changer au sommet de l'État pour que dans la société rien ne change.

Il avait annoncé qu'il allait donner un coup de pouce au smic mais Sapin, son ministre du Travail, a vite fait de ramener sur terre ceux qui se feraient des illusions, précisant que cette hausse du smic ne pourrait être que limitée.

Or ce n'est pas un coup de pouce qui suffira pour rattraper le pouvoir d'achat perdu avec l'augmentation des prix. Cela ne suffira pas à aider les travailleurs à remplir leur frigo, payer leur loyer et toutes leurs factures.

Et, pour les millions de travailleurs déjà au chômage, ce coup de pouce ne changera rien. Et cela ne rassurera pas tous ceux qui sont menacés de licenciement.

Pendant la campagne présidentielle, on a vu les notables du PS défiler devant les entreprises en difficulté. Maintenant qu'ils sont au pouvoir, à quoi s'engagent-ils?

Ils disent qu'ils ont besoin de temps. Mais en quelques jours Hollande a bien su trouver du temps pour s'engager auprès des milieux financiers, leur assurant que la dette serait remboursée. Il ne lui a pas fallu de délai pour prendre des engagements auprès de l'Otan, auprès des responsables de l'Union européenne.

Si le gouvernement Hollande n'a pas pris d'engagements fermes auprès des travailleurs de l'usine Fralib de Gémenos, de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne ou de l'usine Peugeot-Citroën à Aulnay, c'est qu'il ne peut pas, c'est qu'il ne veut pas en prendre.

Montebourg, chargé avant les élections des visites d'entreprises en voie de fermeture, est devenu plus prudent maintenant qu'il est ministre. Il se garde de s'engager à garantir les emplois immédiatement menacés. Prudent, il dit même, à l'avance: «*Nous encaisserons certainement des échecs*», ajoutant:

«*Mais ces échecs, nous les encaisserons aux côtés des salariés!*» Sauf que lui, il les encaissera dans un fauteuil de ministre, tandis que les travailleurs, eux, iront à Pôle emploi!

Les politiques peuvent faire leur cinéma, le pouvoir est toujours entre les mains des Bouygues, Muliez, Peugeot, Arnault...

Ainsi Mittal, le roi mondial de l'acier, acceptera peut-être de parler avec Montebourg pour discuter du sort des hauts fourneaux de Florange, à condition que le ministre ne vienne pas les mains vides. Mais Montebourg pourra mettre des millions sur la table, se prosterner: si Mittal ne le veut pas, Florange ne redémarrera pas.

La lutte contre les plans de licenciements ne doit pas, ne peut pas être l'affaire des seuls travailleurs directement menacés. C'est l'affaire de l'ensemble des travailleurs. Car imposer l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, reste l'un des objectifs fondamentaux des luttes à venir.

Rien de ce qui concerne l'avenir du monde du travail ne se décide dans les salons des ministères ni au Parlement, mais dans les conseils d'administration des capitalistes.

Cette vérité, Nathalie Arthaud l'a défendue durant la campagne de l'élection présidentielle. Dans la campagne pour les législatives, Lutte Ouvrière sera présente dans toutes les circonscriptions du pays pour continuer à défendre un programme de lutte car, quelle que soit la couleur politique de la future Assemblée, les travailleurs auront à se battre pour imposer leurs intérêts vitaux.

C'est ce que l'on pourra exprimer avec le bulletin de vote pour Lutte Ouvrière.

Ceux qui commencent à comprendre que l'avenir du monde du travail n'est pas au fond des urnes, mais qu'il est dans la capacité des travailleurs à renouer avec des mobilisations semblables à celles de mai 1968 ou de juin 1936, peuvent l'exprimer par ce vote.

Voter pour Lutte Ouvrière, c'est dire qu'il faut que le combat continue!

• Retraite à 60 ans

Une promesse en peau de chagrin

La retraite à 60 ans pour les salariés qui ont commencé à travailler à 18 ou 19 ans et cotisé pendant 41 ans, ce devait être la grande réforme de Hollande. En fait, plus les jours passent et plus cette promesse se rétrécit comme peau de chagrin.

On savait dès le début que seules les périodes cotisées,

et non les périodes validées, étaient prises en compte, ce qui exclut les périodes de chômage, de fin de carrière, ainsi que les bonifications accordées aux mères de famille. Quant aux congés maladie, ils ne seraient comptabilisés que «*dans une certaine limite*», a dit Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales et de la Santé.

La presse révèle maintenant que cette mesure coûterait

moins cher que prévu. Selon le journal *Les Échos*, la facture se monterait à deux milliards d'euros par an jusqu'à la fin du quinquennat, au lieu des cinq prévus. En clair, cela signifie que le nombre de bénéficiaires est nettement en dessous des 130 à 150 000 salariés par an annoncés par Hollande durant la campagne électorale. Il serait au maximum de 100 000 personnes, en y incluant les quelque

50 000 bénéficiaires du précédent dispositif dit des «*carrières longues*», qui concerne les salariés ayant commencé à travailler avant 18 ans.

Compte tenu de la baisse du coût de cette mesure, il est possible que, dans le projet de loi qui devrait être présenté au Parlement fin juin ou début juillet, le gouvernement en élargisse un peu le nombre de bénéficiaires, ne serait-ce que

pour faire croire qu'il a entendu la voix des syndicats, qui demandent que les périodes de chômage soient considérées comme cotisées. Mais, pas plus qu'avant, Hollande ne parle d'abroger toutes les attaques contre les retraites prises par ses prédécesseurs de droite, et de revenir à la retraite à 60 ans pour tous.

Marianne LAMIRAL

• Augmentation des salaires

Coup de pouce ou coup de colère ?

Mardi 29 mai, à l'occasion de ses rencontres avec les responsables syndicaux et patronaux, le nouveau Premier ministre a évoqué la nécessaire augmentation du smic. Mais, pas plus que durant la campagne électorale présidentielle, il n'a donné de chiffres.

Le ministre du Dialogue social a quant à lui affirmé qu'il ne fallait pas faire subir de « saut » au salaire minimum, afin de ne pas « fragiliser les petites entreprises ». Ce que son collègue Montebourg avait dit avant lui et que Martine Aubry

a répété après. Et tous en chœur de déclarer que le niveau de l'augmentation dépendrait des discussions entre syndicats et patrons. Celles-ci ne risquent pas de donner grand-chose car si la CGPME (les petites entreprises) n'entend parler que d'augmentations à minima, le Medef n'en veut pas du tout au-delà de ce que la loi impose. Et jusqu'à Chérèque, de la CFDT, qui affirme qu'il faut être raisonnable, vu le contexte économique.

Ils vont avoir du mal à faire avaler cela aux travailleurs, qui voient bien que les grands groupes capitalistes

croulent sous les profits et que les familles de riches actionnaires ne savent plus quoi faire de leur argent. Il y a tellement de capital inutilisé en circulation que les prix des œuvres d'art, des objets de luxe, des logements de prestige ne cessent d'augmenter, car les milliardaires se les disputent pour placer leurs fonds.

Quant aux très petites entreprises, contrairement à ce que disent ministres et commentateurs, elles auraient tout à gagner à ce que la masse des travailleurs



perçoive des salaires décents. Un smic à 1 700 euros net obligerait certes le boucher à augmenter sa caissière et le couvreur son compagnon, mais leur apporterait de nouveaux clients, avec de nouveaux moyens.

Si l'argent existe pour augmenter tous les salaires, encore faut-il contraindre les capitalistes à payer. Le gouvernement n'en a manifestement pas l'intention,

puisqu'il se contente de demandes ridicules et, de plus, soumises à la bonne volonté patronale.

Alors, pour que les salaires soient augmentés, pour qu'ils permettent aux travailleurs de vivre décemment, pour qu'ils soient indexés sur les prix, il faudra en passer par la lutte. Mais en a-t-il jamais été autrement ?

Paul GALOIS

• Le Pen et les salaires

Un mensonge à 200 euros

Quoique n'ayant jamais eu à s'en soucier pour elle-même, l'héritière et candidate du Front national a affirmé que le smic était trop bas pour vivre, ce qui est vrai, et qu'on pouvait l'augmenter sans que cela coûte rien au patronat, ce qui est faux.

En effet sa « solution » consiste à transformer 200 euros de cotisations salariales en salaire versé directement. Comme les cotisations sont une partie du salaire, différé et réparti sur l'ensemble des travailleurs, actifs, retraités ou privés d'emploi, Le Pen ne propose donc qu'une autre

répartition de ses différentes composantes. Ce que les travailleurs recevraient en salaire direct supplémentaire, ils risqueraient de ne plus l'avoir en retraite, en remboursements de soins ou en allocations chômage.

Le Pen prétend que les caisses sociales que les patrons n'abonderaient plus seraient alors remplies par le produit d'une taxe sur les importations. Mais, même si cela était, ce serait aux travailleurs de payer, puisque ce sont eux qui, en définitive, payent les taxes, soit directement, soit parce que les capitalistes les répercutent sur les prix. L'augmentation des salaires serait ainsi

vite absorbée, voire dépassée, par la hausse des prix.

L'amusant de la chose, si l'on ose dire, est que ce transfert des cotisations sociales vers les taxes à la consommation était une des mesures proposées par Sarkozy. Ce transfert est déjà en vigueur dans nombre de pays capitalistes et, quoi qu'il en dise, au calendrier du nouveau gouvernement.

Même lorsqu'elle parle d'augmenter les salaires, Le Pen montre dans quel camp elle est. Comme le dit un proverbe africain, on peut apprendre au chacal à roucouler mais pas à pondre.

P. G.

• À l'UMP

Tirs dans tous les coins

Le vent de la défaite a aiguisé les rivalités à l'UMP. Au point que les commentateurs utilisent, pour en parler, le vocabulaire des correspondants de guerre. Ainsi on parle de snipers et autres gentilles du même genre, pour décrire les affrontements qui opposent les Fillon, Copé ou Dati.

Ce qui compte pour eux, ce ne sont pas les intérêts des électeurs qu'ils prétendent représenter, mais leur souci de se maintenir auprès de la mangeoire qui leur procure avantage matériels et positions honorifiques.

Sarkozy à peine au tapis, la guerre de succession s'engage, féroce et sans pitié.

• Éducation nationale

Il y a urgence à embaucher

Le nouveau ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon a décidé de rendre publics dix-sept rapports adressés à son prédécesseur par les inspections générales et restés jusque-là « secrets ». En fait, si ces rapports n'avaient pas été rendus publics sous leur forme d'origine, le contenu de certains était largement connu, notamment celui qui dénonce le non-remplacement des enseignants absents.

Pour les absences de longue durée, telles que les congés de maternité, d'adoption ou de longue maladie, le remplacement s'effectue à 96 %, mais le taux descend à 20 % lorsqu'il s'agit d'absences de moins de quinze jours. Ainsi, sur la dernière année scolaire, les élèves auraient perdu 2,6 millions d'heures de cours, surtout dans le secondaire car, dans le primaire, les non-remplacements sont masqués par le

fait que les élèves dont le professeur est absent sont répartis sur les autres classes.

Cette situation n'est pas nouvelle, mais elle s'est considérablement aggravée ces dernières années avec l'avalanche des suppressions de postes dans l'Éducation nationale, qui ont frappé proportionnellement plus les enseignants qui n'étaient pas directement en charge de classes, tels les

titulaires remplaçants, dont 3 000 postes ont été supprimés rien qu'en un an. On en est même arrivé au point de voir des chefs d'établissement, ou des parents d'élève, publier des petites annonces dans la presse ou faire appel à Pôle emploi pour pallier les carences de l'Éducation nationale.

Que Peillon publie les rapports dits secrets est une

bonne chose. Mais parents et enseignants attendent surtout du gouvernement qu'il donne à cette publication une suite allant au-delà du constat de carence. Dans l'Éducation nationale comme dans tous les services publics, il faut embaucher pour pourvoir tous les postes dont la population a besoin.

Marianne LAMIRAL

• Chômage

Les patrons licencient, le gouvernement consulte

Mardi 29 mai, les consultations ont commencé entre le gouvernement et les syndicats et les organisations patronales.

Flanqué des ministres des Affaires sociales, Marisol Touraine, du Redressement productif, Arnaud Montebourg, et de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a entamé la première d'une série de réunions sur l'emploi, le smic et la retraite, pour préparer une grande conférence sociale qui devrait se tenir en juillet. Autant dire que rien de précis ne devrait sortir très vite de ces contacts sur des sujets pourtant brûlants, en particulier celui du chômage.

La CGT a prévu de remettre au gouvernement une liste de 46 entreprises, grands groupes ou PME, présentant des plans sociaux qui concerneraient

environ 45 000 salariés. Elle prévient d'ailleurs que ce n'est qu'un début: le nombre d'emplois menacés se monterait dans tout le pays à 90 000.

Ce n'est pas une surprise: qu'il s'agisse de fermetures d'entreprises ou de coupes claires dans les effectifs, les noms des grands licencieurs sont déjà connus: PSA à Aulnay, General Motors à Strasbourg, ArcelorMittal à Florange, Freescale à Toulouse, Petroplus à Petit-Couronne et bien d'autres.

Mais, les élections passées et les vacances se profilant, les patrons vont tout faire pour accélérer les coupes dans les effectifs.

Parisot, la patronne du Medef, a accusé la CGT de réaliser un «*habillage politique*», avec son recensement des menaces sur l'emploi. Et d'assurer qu'il n'y a pas davantage de plans sociaux que l'an dernier à la même époque. Elle a également affirmé qu'il n'y avait pas eu «*de choses cachées*» car, a-t-elle ajouté, «*dans la vie d'une entreprise, quand les choses vont mal, tout le monde le sait.*»

Mais c'est bien par hasard que les travailleurs de Citroën Aulnay ont eu connaissance du plan de fermeture de leur entreprise. Quant au nombre de plans sociaux, on peut toujours discuter des chiffres. Il est vrai que les patrons ont bien d'autres moyens de licencier sans faire de plan. Dans la région Rhône-Alpes par exemple, les ruptures conventionnelles ont augmenté

de 10% en 2011, pour atteindre le nombre de 29 500. Les liquidations ou les redressements judiciaires entraînent aussi leur lot de licenciements: 236 suppressions d'emplois en Eure-et-Loir par exemple depuis le début mars.

«*Les choses vont mal*», dit Parisot, la crise ralentit les ventes. Certes, mais jusqu'à quel point, puisque de toute façon tout est opaque dans les affaires des patrons? La seule chose qui soit claire, c'est leur volonté de faire payer les travailleurs, ceux qui se retrouvent à la porte comme ceux qui vont faire le travail des salariés licenciés. Car malgré le chantage fréquent du patronat à la délocalisation, ce n'est pas toujours cela qu'il choisit. PSA veut fermer son usine d'Aulnay pour surcharger celle de Poissy.

Carrefour veut supprimer 3 000 à 4 000 emplois par groupes de vingt dans ses magasins et, pour lui, le mot délocalisation n'a aucun sens.

Les patrons sont bien décidés à continuer la guerre contre les salariés pour maintenir leurs profits. Pour les faire reculer, pour imposer le partage du travail entre tous les travailleurs sans perte de salaire, en obligeant les actionnaires à prendre sur leurs profits accumulés depuis des années, il faudra une lutte massive et déterminée à ne pas respecter la sacro-sainte propriété des capitalistes. C'est-à-dire bien autre chose qu'une série de discussions sur le «*redressement productif*» d'un système de toute façon impossible à redresser.

Sylvie MARÉCHAL

• Sodimédical

Pas de salaire avant le 11 juillet!

Mercredi 23 mai, les salariés de Sodimédical se sont rendus à la cour d'appel de Reims réclamer le paiement de leurs salaires à Lohmann & Rauscher Allemagne. Ça a été la douche froide.

Le tribunal donnera son verdict seulement le 11 juillet, alors que cela fait sept mois que L & R ne verse plus les salaires. Pour la justice, les salariés n'ont qu'à patienter encore deux mois de plus pour toucher leur

dû. C'est révoltant!

Quand il s'est agi du directeur retenu quelques heures dans les locaux de Sodimédical, il y a un an, l'État avait su imposer le «*respect de la loi*» et mobiliser les forces de l'ordre pour le «*libérer*». Mais qu'un patron-voyou multiplie les procédures et tergiverse alors que la justice l'a condamné à plusieurs reprises à verser les salaires, là il faudrait accepter les lenteurs de la justice.

L & R a commencé par vider les caisses de l'usine Sodimédical de Plancy, a décidé la fermeture de l'usine et le licenciement de tout le personnel sans verser une seule indemnité. Condamnés à verser les salaires, les laboratoires Lohmann & Rauscher France ont invoqué la «*sauvegarde de l'entreprise*» pour éviter de payer les salariés, tout en continuant de faire des affaires avec les hôpitaux, cliniques. Ce groupe mondial mise sur des

procédures judiciaires qui traînent en longueur engagées au niveau de l'usine de Plancy, puis L & R France et enfin L & R Allemagne, espérant faire craquer les salariés en les affamant.

Pendant que le renvoi de la décision judiciaire rendait



service à ces exploiters, le courrier envoyé à Arnaud Montebourg restait toujours sans réponse.

Correspondant LO

fil rouge

La Marie-Antoinette du FMI

Christine Lagarde, cette bourgeoise qui a été ministre des Finances de Sarkozy



avant d'être à la tête du FMI, a accusé les Grecs de ne pas payer leurs impôts, donc d'être responsables de leur sort. De la bouche de quelqu'un qui, en tant que fonctionnaire internationale, ne paie pas d'impôt sur un salaire annuel de quelque 400 000 euros, cela ne manque pas de sel!

La population grecque a ressenti cela, à juste titre, comme une insulte. Les armateurs et autres Grecs riches sont en effet exonérés d'impôt,

mais la majorité de la population, elle, paie la crise de plein fouet. Et c'est à ce peuple que Lagarde voudrait faire payer la dette, pour renflouer des banques qui ont spéculé de façon éhontée sur cette dette grecque.

Avec de tels propos, on a provoqué des révolutions.

La phobie des couleurs de Marine Le Pen

Mardi 29 mai sur France Inter, Marine Le Pen a déclaré, concernant la nouvelle ministre de la Justice Christiane Taubira: «*Sa nomination est absolument ahurissante*». Pourquoi? «*Parce que comment peut-on devenir ministre de la République quand on est indépendantiste?*» Puis de s'indigner du soutien de la ministre à «*monsieur Domota, avec qui elle a manifesté au moment des émeutes en Guadeloupe*». Avant de

conclure: «*Cette femme n'a pas sa place comme ministre de la République!*»

Soit dit en passant, Christiane Taubira n'est pas indépendantiste, ce qui ne serait d'ailleurs pas le crime que dénonce Marine Le Pen. Mais visiblement le seul fait d'exprimer une quelconque revendication spécifique des populations d'outre-mer donne des boutons à l'égérie du Bleu Marine.

Fronde des actionnaires: petite révolte entre amis

Ces derniers temps, la presse titre sur la révolte des actionnaires contre le niveau des salaires, primes diverses, retraites que s'octroient les patrons des grandes entreprises.

En fait, cette prétendue révolte ne touche que les entreprises où la crise

économique et la crise boursière se traduisent parfois par des résultats et des dividendes en baisse, toujours par un effondrement de la valeur de leurs actions en Bourse. Ce qui choque ces actionnaires et provoque leur grogne, ce n'est pas que ces patrons touchent cent fois et plus par an ce que gagnent leurs ouvriers, – comme les patrons du CAC 40 – c'est qu'en cette période de crise ils ne sachent pas tirer suffisamment de profits de cette exploitation, tout en s'en attribuant une trop grande part.

Ces actionnaires qui s'attaquent aux grands patrons ne sont pas forcément aussi «*petits*» que le prétend la presse, et ils vivent tout autant qu'eux de l'exploitation du travail. En fait de révolte, c'est une querelle de parasites.

• 26, 27, 28 mai à Presles

Les idées communistes étaient à la fête

La Fête de Lutte Ouvrière, les 26, 27 et 28 mai, a été un succès. Nous avons enregistré plus de trente mille entrées à Presles, un peu plus que l'an dernier, de personnes qui se sont retrouvées sous un grand soleil, dans une ambiance fraternelle, comme l'illustrent les photographies qui sont reproduites plus loin.

Cette Fête était, cette année, une étape dans la campagne des élections législatives. Notre porte-parole, Nathalie Arthaud, a rappelé durant les deux meetings qu'elle a tenus, et dont nous reproduisons des extraits, les raisons de la présence des candidats de Lutte Ouvrière dans toutes les circonscriptions du pays. De nombreuses discussions ont pu avoir lieu autour des candidats que l'on pouvait rencontrer à la Fête, y compris des candidats de La Réunion, et ceux de Combat Ouvrier, à la Martinique et à la Guadeloupe.

Nathalie Arthaud a rappelé lundi 28 mai que notre Fête est celle de Lutte Ouvrière, mais aussi celle de l'Union communiste internationaliste, notre famille politique internationale, dont font partie des camarades qui militent dans des pays aussi divers que les Antilles dites françaises, les États-Unis, Haïti, la Côte d'Ivoire, la Belgique, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, La Réunion, la Turquie. La



présence de ces camarades, qui ont animé de nombreux débats, rappelle qu'être communiste révolutionnaire, c'est envisager le changement de la société à l'échelle internationale. Dans cette période de montée des idées racistes, xénophobes, et où le protectionnisme est présenté comme un remède à la crise, nous sommes fiers d'afficher notre internationalisme.

Les milliers d'hommes et de femmes, de moins jeunes et de plus jeunes, présents en très grand nombre, ont pu échanger des idées, discuter des problèmes qui se posent dans les entreprises, et des perspectives pour les travailleurs. Ils ont ainsi montré que ceux qui aspirent à en finir avec cette économie et avec ce système capitaliste, dont le fonctionnement menace toute la société, sont bien présents et actifs.

• Nathalie Arthaud, dimanche 27 mai

Un programme de lutte pour la classe ouvrière



(...) Il n'y a pas de suspense quant à la politique qui va être menée par le patronat : c'est celle menée depuis que la crise a éclaté, l'aggravation de l'exploitation, avec des licenciements en cascade, des fermetures d'entreprises, le blocage des salaires, la multiplication des petits boulots. (...) L'arrivée de Hollande et de la gauche au pouvoir ne doit pas nous tromper. Il faut nous préparer à nous défendre. Non, il n'est pas question d'accepter d'être sacrifiés sur l'autel de la crise et des profits.

Seule une politique contraignante sur le patronat peut protéger les travailleurs

(...) Pour sauvegarder les conditions de vie des classes populaires, il faut faire payer les plus riches. Il faut affronter le patronat, le faire renoncer à ses plans de fermetures, lui interdire de licencier, le forcer à embaucher. Toutes choses que n'imagine pas le gouvernement Hollande! (...)

Que ce soit sous la gauche ou sous la droite, les capitalistes, par le pouvoir économique qu'ils détiennent, ont l'appareil d'État, l'administration et les ministres à leur botte. Les patrons, pour les inciter à investir, il faut les séduire, les aider, sûrement pas les contraindre et encore moins les sanctionner.

Voilà comment les patrons peuvent violer impunément les lois sociales. Ces fameuses lois, qui sont votées par les députés que l'on nous demande d'élire dans deux semaines et dont on

nous dit qu'elles peuvent changer nos vies, sont piétinées au quotidien.

Combien de travailleurs se retrouvent à faire des heures supplémentaires non payées? Au lieu d'être exceptionnel, le travail précaire et l'intérim sont devenus la règle. Tout accident dans le cadre du travail doit être déclaré en accident du travail : combien le sont? Une loi oblige les entreprises à embaucher 6% de salariés handicapés : même les entreprises publiques ne l'appliquent pas.

(...) Eh bien, puisque les patrons imposent leur loi, il revient aux travailleurs de se battre pour imposer les leurs! Mais cela ne se passe pas dans les couloirs feutrés de l'Assemblée nationale, mais dans les entreprises et dans la rue. Pas avec le bulletin de vote, mais avec les grèves et les manifestations.

Le gâchis de la société capitaliste

(...) Les crises de l'économie capitaliste constituent la démonstration que la bourgeoisie est absolument incapable de gérer l'économie pour le bien de la collectivité.

Depuis bientôt quarante ans, les profits les plus rapides et les plus lucratifs se font dans la finance. (...) L'activité

normale consiste à jouer à la spéculation des sommes telles qu'en un clic de souris un seul trader peut perdre deux milliards de dollars, comme c'est le cas de ce trader de la banque JP Morgan. Parce que, dans cette société capitaliste, faire de l'argent le plus vite possible n'est pas un crime, c'est la vertu suprême. Quand bien même cela conduit à un gâchis effroyable, quand bien même toute l'économie peut en être ruinée!

À l'image de la noblesse arrivée en fin de règne en 1789, et qui vivait sur ses privilèges à l'ombre de la cour royale, la bourgeoisie est devenue parasitaire, économiquement inutile et un obstacle au progrès et au développement.

Pour contrôler l'économie et pour que l'humanité reprenne en main son avenir, il faut exproprier la bourgeoisie! Il faut faire une nouvelle révolution sociale.

Oui, nous sommes communistes! Communistes dans le vrai sens du terme. Dans le sens donné par des générations d'ouvriers qui rêvaient d'une société débarrassée de la dictature de l'argent, de l'exploitation, de la concurrence et des crises. Une société gérée fraternellement et démocratiquement par la collectivité de ceux

La Fête

qui travaillent et produisent.

Si nous nous adressons aux travailleurs et si nous voulons représenter leurs intérêts, ce n'est pas seulement parce que nous choisissons de nous placer du côté des opprimés et des plus pauvres. C'est aussi parce que nous sommes convaincus qu'à travers la lutte de classe qui les oppose aux capitalistes les travailleurs seront capables de conquérir le pouvoir politique et de s'en servir pour transformer de fond en comble la société et la refonder sur des bases collectives. (...)

Les propriétaires, les actionnaires ne dirigent pas parce qu'ils sont compétents, mais parce qu'ils possèdent des capitaux. Voilà pourquoi la société fonctionne à l'envers. Eh bien, les travailleurs ont la capacité de diriger cette société, et ils le feront mille fois mieux, parce qu'ils ne seront pas aveuglés par le profit et la rentabilité! Alors oui, nous plaçons notre confiance dans la classe ouvrière, dont Marx avait dit, le premier, qu'elle n'avait que ses chaînes à perdre et le monde à gagner!

Un parti communiste révolutionnaire, une nécessité

Aujourd'hui, cette perspective paraît utopique à l'immense majorité. Et pour cause: la solidarité collective est difficile à construire pour se défendre au quotidien.

Si depuis tant d'années la classe ouvrière recule devant l'offensive de la bourgeoisie, c'est en raison de la situation objective, de la crise économique et du chômage qui isole

vrais partis, avec des militants présents à l'échelle du pays, dans la plupart des entreprises et des quartiers populaires. (...) Cet acquis politique et militant a été dilapidé.

Le PS puis le PC ont fini par remplacer le drapeau rouge par le drapeau français, l'*Internationale* par la *Marseillaise*. En abandonnant les références de classe, ils ont laissé nombre de travailleurs déboussolés et sans repère. Ils ont laissé le champ libre dans les classes populaires aux idées nationalistes et à la démagogie anti-immigrés.

Alors que le mouvement ouvrier politique des débuts du socialisme rejetait toute idée de participation gouvernementale, cette participation est devenue l'objectif ultime du Parti socialiste d'abord, puis du Parti communiste, quand bien même les gouvernements de la bourgeoisie ne laissent pas d'autre choix à ceux qui en font partie que d'être, pour reprendre l'expression d'un dirigeant socialiste, «les gérants loyaux du capitalisme».

Dans des périodes où l'économie capitaliste est en expansion, la contradiction entre l'intérêt des travailleurs et la participation gouvernementale ne saute pas nécessairement aux yeux. Mais, dans des périodes de crise, servir la bourgeoisie au gouvernement signifie clairement s'en prendre aux intérêts des travailleurs. C'est ce qui s'est passé quand Mitterrand a dû prendre le tournant de la rigueur, bloquer les salaires et licencier dans la sidérurgie. C'est ce qui s'est passé sous Jospin, qui a plus privatisé que les deux gouvernements de droite

communistes révolutionnaires doivent être présents et se battre pour donner à ces luttes la seule orientation positive: la lutte de classe.

Pour que les coups de colère se transforment en révoltes conscientes, il faut que les travailleurs aient une politique,

nous faire entendre à l'échelle du pays. Lutte Ouvrière présente des candidats partout dans le pays.

L'avenir des travailleurs ne se décide pas dans les couloirs feutrés du Palais Bourbon, mais dans ceux des conseils d'administration des groupes

voir où va l'argent et contester les décisions avant qu'il ne soit trop tard.

Pour affirmer votre accord avec ce programme de lutte, votez pour les candidats de Lutte Ouvrière!

Tous ceux qui approuvent ces revendications et souhaitent



qu'ils sachent pour quoi se battre, pour quels objectifs. L'existence d'un parti, riche des expériences de l'ensemble du mouvement ouvrier et présent à l'échelle du pays, manque aujourd'hui cruellement. Il faut œuvrer pour qu'il renaisse au plus vite. (...)

Le sens de la participation de Lutte Ouvrière aux élections législatives

En participant à l'élection présidentielle, nous avons affirmé l'existence d'un courant communiste révolutionnaire.

industriels et financiers. Alors, nous nous présentons pour défendre un programme de lutte car, quelle que soit la future Assemblée, les travailleurs auront à se battre pour imposer leurs intérêts vitaux.

Face aux plans de licenciements qui se multiplient, il faut interdire les licenciements et répartir le travail entre tous, sans diminution de salaire.

Il manque du personnel dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les transports. Il faut créer des emplois en procédant à de grands travaux, comme la construction de logements sociaux. Au lieu d'être aspirés par la spéculation, les profits des groupes capitalistes comme les revenus des gros actionnaires doivent servir à financer ces emplois.

Le droit à un emploi, avec un salaire permettant de vivre correctement, est le seul véritable droit des travailleurs dans cette société d'exploitation. Il faut se battre pour l'imposer.

Il faut aussi obtenir une augmentation générale des salaires et des retraites, indexés automatiquement sur les hausses de prix pour faire face aux coûts de plus en plus importants de la santé, du carburant, des charges. Qu'en 2012 il apparaisse utopique de porter le smic à 1 700 euros, alors que des milliards inutiles s'accumulent à un pôle de la société, montre toute l'absurdité du capitalisme!

Pour se protéger des mauvais coups des capitalistes, il faut imposer un contrôle des entreprises par les travailleurs et par la population, en exigeant la suppression du secret industriel. On pourrait ainsi

qu'elles soient mises en tête des futures luttes du monde du travail, et qui l'ont montré lors de l'élection présidentielle en votant pour ma candidature, doivent prolonger ce vote par un vote en faveur des candidats de Lutte Ouvrière.

Mais je sais aussi que nombre de travailleurs qui étaient d'accord avec ces revendications ont fait le choix de voter Hollande, pour se débarrasser de Sarkozy.

Eh bien, aujourd'hui, ce vote utile n'a plus lieu d'être. Ceux qui partagent les objectifs que nous défendons doivent voter selon leurs convictions. Plus ces votes seront nombreux, plus cela donnera de la force et du crédit à des idées qui sont les seules susceptibles de préparer l'avenir pour les travailleurs.

Hollande élu, il faut que les travailleurs se manifestent, qu'ils expriment leurs intérêts de classe, qu'ils mettent en avant leurs revendications, qu'ils montrent qu'ils ne se laisseront pas faire.

Tous ceux qui pensent que l'avenir du monde du travail n'est pas au fond des urnes, mais qu'il est dans la capacité des travailleurs à renouer avec des mobilisations puissantes semblables à celles de Mai 1968 ou de Juin 36, doivent l'exprimer par leur vote. Tous ceux qui se reconnaissent dans les idées communistes et souhaitent que renaisse un parti pour les incarner doivent l'affirmer.

Alors, aux élections législatives, votez et faites voter pour les candidats de Lutte Ouvrière! (...)



et divise les travailleurs. Mais c'est aussi parce qu'il manque un parti représentant leurs intérêts de classe.

Le mouvement ouvrier s'est donné dans le passé avec le Parti socialiste d'abord, le Parti communiste ensuite, de

qui l'ont précédé. (...)

Si la crise s'approfondit, il ne faut pas laisser aux partis de droite ou d'extrême droite la possibilité de mettre la révolte de l'une ou l'autre des catégories populaires au service de leurs projets réactionnaires. Les

Nous avons montré qu'il y a dans le pays des femmes et des hommes qui ne craignent pas d'être à contre-courant et qui tiennent avant tout à défendre leur idéal communiste. Les élections législatives nous donnent une nouvelle opportunité de

La Fête en images



La Fête en images



Photos LO

• **Nathalie Arthaud, lundi 28 mai**

Mondialisation et internationalisme prolétarien

Je tiens à saluer aujourd'hui plus spécialement nos camarades venus d'autres pays. (...) Malgré l'éloignement géographique, malgré les conditions différentes dans lesquelles militent les uns et les autres, tous les camarades de ces différentes organisations partagent les mêmes idées et militent sur le terrain du communisme révolutionnaire, de l'internationalisme. (...)

Dans nos prises de position sur les événements d'actualité dans d'autres pays, nous nous posons toujours le problème de ce que pourrait être, ce que devrait être une politique pour le prolétariat dans le pays en question. Et nous ne nous limitons pas à l'expression d'une solidarité. Nous avons par exemple considéré que la révolte dans un certain nombre de pays arabes, en particulier en Tunisie et en Égypte, était l'événement majeur du début de l'année dernière. Mais si les masses, en se mettant en mouvement, ouvrent la voie d'une situation révolutionnaire et d'un changement de société, elles ne font que l'ouvrir.

Le prolétariat peut et doit intervenir dans les périodes de luttes de classe aiguës, pour renforcer sa position au sein de la société. Si le mouvement est assez profond, si la détermination des masses est suffisante, il peut aller bien plus loin, jusqu'à la révolution, jusqu'à la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Mais, pour avancer vers la révolution, le prolétariat doit être conscient de ses propres intérêts politiques. Il doit être préparé à se battre pour prendre le pouvoir politique et s'en servir pour prendre la direction de l'économie et de la société.

Or, à peine les masses mises en mouvement en Tunisie et en Égypte, on a vu avec quelle rapidité s'est constituée une sorte de coalition qui allait des petits bourgeois démocrates de ces pays jusqu'aux dirigeants du monde impérialiste, qui se félicitaient d'autant plus bruyamment de la « révolution arabe » qu'ils voulaient l'étouffer avant qu'elle puisse s'approfondir, avant qu'elle mette en cause non seulement Ben Ali et Moubarak, mais aussi l'armée, l'appareil d'État. Et, surtout, avant que les masses pauvres s'en prennent à l'organisation économique qui écrase les ouvriers et les petits paysans de ces pays pour enrichir la classe privilégiée locale et, au-delà, le grand capital impérialiste.

Le prolétariat n'a pas pu



jouer pendant ces événements un rôle autonome en Tunisie et en Égypte. Le bilan, au bout d'un an, c'est bien sûr la chute des dictateurs Ben Ali et Moubarak. Mais non seulement les exploités de ces deux pays n'ont pas pu toucher aux inégalités sociales, à la pauvreté, mais les rêves de démocratie eux-mêmes se sont limités à ce qu'à l'élection présidentielle en Égypte, présentée par tout le monde comme l'expression de changements démocratiques, s'affrontent un ex-général, le dernier Premier ministre de Moubarak, et un représentant du mouvement islamiste réactionnaire, les Frères musulmans. Et le comble, c'est que chacun se revendique de la révolution !

Notre internationalisme n'est pas une simple solidarité

Il est basé sur la conviction qu'on ne peut détruire la société capitaliste actuelle et créer une forme d'organisation sociale supérieure, la société communiste, qu'à l'échelle internationale.

Un des aspects les plus pesants du recul réactionnaire est le recul de l'internationalisme, dont était porteur dans le passé le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Que n'a-t-on entendu de stupidités réactionnaires à ce propos pendant la campagne de l'élection présidentielle ! Je ne parle même pas des insanités proférées par les duettistes

de la droite et de l'extrême droite, mais de tout ce qu'on a entendu sur la démondialisation, le protectionnisme, le repliement national, présentés par certains dirigeants de gauche comme des idées progressistes.

La mondialisation, c'est-à-dire l'intégration y compris des régions les plus reculées de la planète dans l'économie mondiale, la division du travail qui insère les différentes économies nationales dans une économie mondiale unique, constituent le principal facteur de développement de l'humanité. (...) Alors, bien sûr, le maître d'œuvre et le principal profiteur de cette mondialisation, c'est la classe capitaliste. (...) Le problème n'est pas de supprimer la mondialisation, c'est-à-dire les multiples liens économiques et humains tissés entre les différentes régions du monde depuis des siècles, c'est de supprimer les rapports sociaux capitalistes. (...) La proposition de supprimer la mondialisation est aussi stupide que celle de supprimer la gravitation. L'humanité n'a pas appris à maîtriser le vol en supprimant la gravitation. Elle l'a maîtrisé en l'utilisant. Dénoncer la mondialisation permet à tous ces gens d'éviter de dénoncer le capitalisme et surtout de le combattre.

Quant au protectionnisme, une de ses formes les plus intolérables consiste à prétendre protéger les exploités d'un pays contre les exploités d'un autre. En réalité, il faut se protéger du

grand capital qui exploite les uns et les autres.

Alors oui, lorsque le *Manifeste communiste* affirma, il y a plus d'un siècle et demi, sous la plume de Marx et d'Engels, « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », ce n'était pas une simple prise de position morale ni l'expression de la seule solidarité. C'était une manière d'exprimer que c'est seulement en unissant leurs forces à l'échelle du monde que les travailleurs peuvent combattre efficacement le capitalisme, exproprier la grande bourgeoisie, mettre les moyens de production à la disposition de la collectivité, pour gérer en commun et de manière démocratique les richesses de la planète. (...)

Si je tiens à rappeler à quel point on ne peut être communiste qu'en étant internationaliste, c'est que nous vivons à une époque où toutes les idées fondamentales du mouvement ouvrier révolutionnaire ont été dénaturées, transformées en leur contraire jusqu'à l'absurde. (...)

Mais il y a aussi les barbelés que l'on essaie d'ancrer dans nos têtes en prétendant que la crise, le chômage, les délocalisations sont la faute des travailleurs d'autres pays plus pauvres et que c'est d'eux qu'il faut se défendre. Ou, pire encore peut-être, tenter ici même, en France, d'opposer les travailleurs les uns aux autres en fonction de leurs origines, quand bien même ils vivent dans les mêmes quartiers populaires et

travaillent côte à côte sur les mêmes chaînes de production.

Là encore, notre solidarité vis-à-vis des travailleurs immigrés, qu'ils aient ou non des papiers, n'est pas seulement une question de solidarité. Parce que les travailleurs immigrés, c'est une partie de la classe ouvrière, une partie de nous. (...)

Non aux interventions militaires impérialistes !

(...) S'il y a un domaine dans lequel le changement de l'équipe gouvernementale ne représente pas une rupture, c'est bien la politique impérialiste. Hollande a rencontré ses semblables des autres grandes puissances, avec les dossiers préparés sous la présidence de son prédécesseur, par les mêmes services ministériels, par les mêmes hauts fonctionnaires qui, eux, ne sont pas élus.

Que de bruits médiatiques également autour de la décision de Hollande de retirer les troupes françaises d'Afghanistan avant la fin de cette année ! (...)

La seule originalité de Hollande, c'est de se retirer de ce borborygme un peu plus tôt que les Britanniques ou les Américains, mais un peu plus tard que les Canadiens. Et encore ! Il ne s'agit que de rapatrier les seules troupes combattantes !

Même si l'armée française se retire d'Afghanistan, je rappelle qu'elle reste largement présente sur le continent africain. (...) Alors, que valent les discours de l'équipe socialiste sur la fin de la France-Afrique, ce tissu de complicités entre les dirigeants de l'impérialisme français et les dirigeants locaux afin d'assurer à la bourgeoisie française la priorité pour piller ses anciennes colonies d'Afrique ?

Et puis rappelons que, si le PS n'était pas au pouvoir au moment des bombardements de la Libye, il ne s'y est pas opposé non plus. Sarkozy a pu faire bombarder la Libye sous les applaudissements non seulement des dirigeants du PS. Un an après, le bilan de cette intervention contre la Libye est un fiasco. (...)

Eh bien, nous sommes fiers d'avoir été de ceux qui ont manifesté leur opposition aux bombardements de la Libye, dont seuls Dassault et les marchands d'armes ont tiré profit.

Aucune intervention impérialiste n'a jamais apporté un progrès pour le peuple du pays où cette intervention avait lieu. Alors, à bas toutes les interventions impérialistes ! (...)

• Chantiers navals STX – Saint-Nazaire

Pour sauvegarder les emplois il faudra se faire craindre du patronat !

Mercredi 23 mai, une manifestation a été organisée par presque toutes les organisations syndicales présentes à Saint-Nazaire pour protester contre les menaces qui pèsent sur l'emploi dans le chantier naval.

Depuis les manifestations et débrayages de décembre et février face aux premiers licenciements dans les entreprises de sous-traitance, la situation s'est encore détériorée. L'annonce par la direction il y a un mois de l'annulation de la commande de deux paquebots pour l'armateur Viking, suivie de peu par la livraison d'un des derniers gros paquebots en construction, a considérablement accru l'inquiétude chez tous les travailleurs des Chantiers. Hormis les quatre navires en cours de construction, aucune commande n'est annoncée pour la suite, au point que les bureaux d'études et les ateliers de tôlerie sont déjà touchés par du chômage partiel massif et, pour certains travailleurs, sans qu'une date de retour leur soit indiquée.

Chez les sous-traitants, une petite minorité est elle aussi concernée par le chômage

partiel. Mais la grosse partie de la baisse d'activité est supportée par les travailleurs en contrat précaire, très nombreux aux Chantiers, qui sont mis en fin de contrat ou renvoyés chez eux lorsqu'ils travaillent pour des entreprises étrangères.

Pour ces derniers, les fins de travaux et les fins de contrats se doublent souvent de coups bas de leur patron. Car les fins de travaux sont aussi l'heure des règlements de comptes entre la direction de STX et les patrons sous-traitants. Et, pour sauver leurs marges, ces derniers n'hésitent pas à se dispenser de verser les derniers mois de salaire de leurs employés. Rien que ces trois derniers mois, sur un seul navire, les travailleurs de quatre entreprises sous-traitantes italiennes n'ont réussi à obtenir le paiement de leurs salaires que grâce à la solidarité des travailleurs locaux, qui ont fait intervenir des délégués CGT des Chantiers.

Quant aux travailleurs précaires mis en fin de contrat, c'est pour presque tous le chômage assuré. Cette situation est connue de tous ceux qui sont encore présents aux Chantiers et elle pèse fortement sur le moral et la combativité.

Se retrouver à 2 000



mercredi 23 mai devant la porte des Chantiers a donc été perçu comme une réussite et un avertissement à la direction et au nouveau gouvernement qui, par l'intermédiaire de l'État, possède le tiers des actions du chantier. La réussite de la manifestation qui a suivi a été due aussi bien à la présence de nombreuses délégations d'entreprises de la région qu'à l'activité des militants, principalement de la CGT, les jours précédents sur les marchés et dans les quartiers de la ville. La manifestation s'est terminée devant la sous-préfecture avec une promesse de rencontre avec le nouveau ministre du

Redressement productif.

Après cette manifestation, les discussions ont redoublé aux Chantiers. Nombre de travailleurs pensent que mieux vaudrait avoir à faire à l'État qu'à l'actionnaire coréen STX, qui semble bien lointain et dont les intentions semblent être les moins obscures. Cela est alimenté par les idées mises en avant par les syndicats et bon nombre de politiciens locaux pour «sauver la navale». Ainsi la création d'une banque publique d'investissement est présentée comme la solution miracle qui permettrait à la direction des Chantiers de renouer avec les commandes et donc de sauver les emplois. Mais l'arrivée d'argent public bon marché, voire

gratuit, comme le dernier versement de 100 millions d'euros de l'État aux Chantiers, n'a pas empêché le patron de STX de continuer à diminuer les effectifs tout en bloquant les salaires.

Pour les travailleurs, il ne sert à rien de chercher comment faire arriver des moyens supplémentaires au patron, pour gagner plus facilement de l'argent sur les commandes. Il faut réussir à imposer qu'il consacre l'argent accumulé sur notre dos à maintenir les emplois, les salaires, quitte à rogner sur ses marges, quitte à puiser sur ses réserves. Et pour cela il faudra que les travailleurs se fassent craindre du patronat comme des pouvoirs publics.

Correspondant LO

• Jour de solidarité

Remettez-nous ça, la patronne

Le lundi de Pentecôte n'est plus férié depuis 2004. Il doit être récupéré ou travaillé. À l'époque, le gouvernement de droite de Raffarin avait pris le prétexte du drame de la canicule, responsable de 15 000 morts à l'été 2003. Il avait imposé un jour de travail non payé aux salariés du privé et du public, pour financer la dépendance des personnes âgées.

La mise en place de cette mesure a été chaotique et s'est heurtée à une forte résistance et, depuis 2008, le lundi de Pentecôte est redevenu un jour férié. Mais la journée de solidarité demeure : le plus souvent, des accords d'entreprise prévoient la suppression d'un jour de RTT. Toujours est-il que près de deux milliards sont ainsi volés chaque année aux travailleurs et à eux seuls

Aujourd'hui, et cela ne s'améliore pas depuis la crise

financière de 2008, le problème du financement de la dépendance n'est pas réglé et, alors que la situation des personnes âgées et dépendantes est loin de s'améliorer, on nous dit que les moyens manquent, qu'un jour de solidarité ne suffit pas et qu'il en faudrait un deuxième.

La nouvelle ministre chargée de la dépendance, Michèle Delaunay, a d'ores et déjà

demandé un effort et annoncé que la solidarité nationale sera mise à contribution. Ce serait donc encore aux salariés de mettre la main à la poche. Mais la nouvelle ministre ne songe même pas à demander cet effort aux plus riches et au patronat, ni à remettre en cause le racket du jour de solidarité de la Pentecôte.

Cédric DUVAL



Double peine pour les victimes de l'amiante

Les victimes de l'amiante et leurs familles ont manifesté à Douai jeudi 24 mai, alors que la cour d'appel de la ville jugeait le cas de 37 personnes à qui le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (Fiva) demande de rembourser une partie des indemnités qui leur avaient été versées. Ainsi, une veuve de travailleur se voit réclamer 23 000 euros, somme qu'elle a dépensée en toute bonne foi, comme tous les autres indemnisés.

Un premier jugement de 2009 avait en effet fixé le barème des indemnités. Mais le Fiva, un organisme censé pourtant être au service des victimes, avait saisi la Cour de cassation pour réclamer que la rente qu'elles perçoivent par la Sécurité sociale soit déduite du montant qu'il verse, et il a obtenu gain de

cause. Quelque 600 familles ouvrières sont ainsi l'objet de poursuites judiciaires, et on leur demande de rembourser une somme variant de 3 000 à 25 000 euros.

Quand elle n'était encore que députée, la ministre de la Santé Marisol Touraine avait signé une motion demandant la fin des poursuites contre les victimes de l'amiante. La première chose qu'elle pourrait faire, si elle veut tenir ses engagements, serait de demander au Fiva de renoncer à ses demandes. Mais, surtout, d'intensifier les poursuites contre les entreprises qui ont sciemment exposé les travailleurs et la population environnante au danger mortel de l'amiante et qui, comme Eternit, bénéficient de la mansuétude des pouvoirs publics.

Marianne LAMIRAL

• Technicolor – Rennes

Chantage de la direction : travaillez plus, ou c'est les licenciements !

Depuis plusieurs mois, la direction de Technicolor a lancé une offensive contre les salariés du groupe : plan de licenciements à Rennes et Paris, mise en liquidation judiciaire de l'usine d'Angers, et vente annoncée d'une partie du groupe.

La justification donnée par la direction est d'économiser quelques dizaines de millions d'euros, alors que le groupe verse chaque année près de 200 millions d'euros pour les seuls frais financiers d'une dette dont le taux d'intérêt annuel dépasse les 10 %. Et, preuve que le groupe Technicolor rapporte suffisamment d'argent pour aiguïser l'appétit des financiers, la banque JP Morgan s'apprête à prendre

le contrôle du groupe à travers une participation à 30 % du capital, pour 158 millions d'euros. JP Morgan est l'une des plus grosses banques d'affaires du monde, qui a réalisé près de 20 milliards de bénéfices l'an dernier. Elle vient de s'illustrer dans des opérations spéculatives sur la place de Londres, opérations qui pourraient lui coûter deux, trois, voire cinq milliards d'euros, et peut-être même plus. Et tout ce petit monde ne trouve pas d'autre solution pour gagner quelques dizaines de millions d'euros de plus que de s'en prendre à la vie des travailleurs.

Depuis plusieurs mois, ceux-ci ont tenté de résister à ces attaques. Face à ces réactions, la direction de Technicolor fait du chantage aux

salariés rennais : soit vous acceptez une augmentation du temps de travail de neuf jours, c'est-à-dire neuf jours de travail gratuit par an, soit la direction licenciera 44 d'entre vous.

Accepter des reculs pour sauver des emplois, bien des travailleurs l'ont déjà fait, pour finalement se retrouver acculés, quelques années ou quelques mois plus tard, à se battre contre de nouveaux licenciements, voire la fermeture de l'usine. À Technicolor aussi, chacun a conscience de ces éventualités. Mais beaucoup ne se croient pas capables

d'imposer un recul à la direction. Alors, pour éviter le pire, certains, y compris parmi les syndicalistes, se résigneront à marchander quelques jours de RTT, ou à accepter un blocage des salaires.

Mais la direction n'est prête à aucune concession, même symbolique. Et, pour faire accepter les mesures qu'elle propose, elle organise un référendum le vendredi 1^{er} juin, espérant ainsi, si elle y obtient une majorité, s'assurer la complicité du syndicat CGC pour appliquer ses mesures.

Il n'est pas dit qu'elle puisse

y arriver. L'entreprise compte des travailleurs peut-être minoritaires pour le moment, mais déterminés à refuser le chantage de la direction, ayant bien compris que la recherche de propositions de compromis avec elle est une perspective totalement illusoire.

Dans cette période de crise, les patrons en demandent toujours plus dans les entreprises, et accepter des reculs ne pourrait que les y encourager. Plutôt que de se résigner à accepter leurs prétentions, les travailleurs ont la force de les affronter par la lutte collective.

Correspondant LO

• Thomson Technicolor Angers

Contre la mise en liquidation Nouvelle manifestation

Judi 31 mai, les salariés de l'usine Thomson Technicolor Angers appelaient les salariés de la localité à une nouvelle manifestation devant leur entreprise pour défendre leurs emplois. Le 24 mai en effet, ils ont appris que le groupe les mettait en vente par petite annonce dans le journal *Les Échos* et vendredi 25, lors d'un comité d'entreprise extraordinaire, la mise en cessation de paiement était confirmée !

L'usine est passée de 1 200 salariés en 2001 à 350 aujourd'hui. Cette nouvelle attaque succède donc à bien d'autres. Les salariés ont déjà fait l'expérience de plusieurs repreneurs. Les plus récentes datent de 2005 : Thomson a fait alliance avec TCL (premier constructeur chinois de téléviseurs) pour créer TTE. Les 105 salariés transférés ont été licenciés en 2007. Par ailleurs Thomson a transféré son centre de dépannage en créant Anovo Beaucoz. Sur les 107 salariés transférés, 65 ont été licenciés fin 2011.

Dernier « village gaulois » aux dires de la direction, l'usine d'Angers est la dernière en Europe à produire des décodeurs et, d'après tous les profiteurs de notre travail, il serait urgent de mettre fin à cette situation qui, selon eux, entraîne une perte de 10 millions d'euros par an.

Cette perte est orchestrée par le groupe lui-même, d'après l'intersyndicale qui devait défendre cet argument devant le tribunal de Nanterre, sollicité par Technicolor pour prononcer la mise en liquidation de Thomson Angers, jeudi 31 mai. Mais en tout cas, vrai ou pas, ce chiffre apparaît bien dérisoire vis-à-vis des dettes totalisées par le groupe qui verse chaque année des sommes colossales aux banques à ce titre. C'est pour maintenir ce flux financier que la direction du groupe tente de faire payer les travailleurs.

Alors que les travailleurs se battent depuis plus de trois mois pour exiger le maintien des emplois, des salaires et des garanties en cas de cession à un repreneur, le groupe continue à les traiter par le mépris. Voilà sans doute des mois, voire des années, que la direction prépare



Manifestation devant les grilles de la préfecture le 13 mars 2011.

ses plans de vente et de restructuration pour obtenir des financements, aussi bien publics que privés. Non seulement elle menace les emplois, mais elle veut « couper la branche », sans en payer le prix, sans verser les indemnités que les salariés sont en droit d'attendre, en fonction de leur ancienneté et du préjudice financier et moral que représente la perte de leur emploi chez Thomson. Ainsi il semble qu'elle veuille faire payer ses suppressions d'emplois par le fonds des AGS (Assurance garantie salaires) et faire effacer ses dettes par une liquidation judiciaire.

Les salariés ne baissent pas les bras : avec leurs syndicats, ils contestent la liquidation judiciaire et s'adressent aux pouvoirs publics, pour obliger Technicolor à assumer ses responsabilités sociales : soit le groupe maintient les emplois en laissant de la production à Angers, soit Technicolor s'engage à verser une prime de préjudice moral et financier à

la hauteur de 1 500 euros par année d'ancienneté, quelle que soit la cause des départs, vers un repreneur ou par licenciement,

et à une pérennité des emplois pendant cinq ans chez le nouvel employeur !

Correspondant LO

• Leader Price

Plan social annulé

Le 22 mai, le tribunal de grande instance de Créteil, dans le Val-de-Marne, a annulé un plan « social » de Leader Price. Cette filiale discount du groupe Casino prévoyait la fermeture de dix magasins et la suppression de 87 emplois.

Le tribunal a justifié sa décision par « l'absence de motif économique à la procédure de licenciement collectif » décidée par Leader Price, dans laquelle il ne pouvait voir qu'une « fraude à la loi ».

La direction de Leader Price avait justifié ce plan en prétendant que les magasins étaient « mal placés » et avait promis de reclasser les salariés. Mais, lors d'un

précédent plan social en 2009, l'entreprise n'avait reclassé que 60 % du personnel des sept magasins fermés.

Les patrons de l'entreprise porteront peut-être l'affaire en cassation, comme ceux de la Fnac ou de l'éditeur de logiciels Viveo, condamnés pour les mêmes raisons et qui ont fini par obtenir gain de cause, au nom de leur liberté à gérer seuls leurs affaires, quitte à priver des dizaines de travailleurs de leur gagne-pain.

Mais c'est une satisfaction de voir qu'un tribunal persiste à condamner ces patrons si jaloux de leur pouvoir.

Sylvie MARÉCHAL

• **États-Unis 29 avril 1992**

Les émeutes de Los Angeles

Le 29 avril 1992 aux États-Unis, suite à l'acquittement de quatre policiers qui, un an auparavant, avaient tabassé un Noir, Rodney King, des émeutes éclataient à Los Angeles (Californie), dans un quartier peuplé principalement de Noirs pauvres.

Les émeutiers s'en prirent à tout ce qui, à leurs yeux, représentait le racisme, l'injustice, les inégalités. Certains s'approchèrent des quartiers riches, où des boutiques furent mises à sac. Mais, la Garde nationale protégeant les belles demeures de Beverly Hills et Bel Air, l'émeute fut cantonnée au quartier de South Central, où vivaient 70 % de Noirs, et s'en prit à tout ce qui y représentait argent et richesse. Les supermarchés et les boutiques, tenus par des Hispaniques ou des Coréens depuis que les commerçants blancs avaient abandonné le quartier après les émeutes de 1965, furent dévalisés, brûlés, et des commerçants tués.

L'émeute entraîna des immigrants originaires de divers pays d'Amérique latine, victimes eux aussi de la violence de la police et des injustices de la société. Deux gangs rivaux de jeunes Noirs et Hispaniques, auparavant en rivalité sanglante, s'allièrent contre la police.

Une des plus importantes émeutes depuis la guerre

Cette révolte fit près de soixante morts, 2 300 blessés et entraîna 13 000 arrestations. Il y eut des milliers de départs de feu et 1 100 bâtiments furent détruits pour une somme approchant un milliard de dollars. L'émeute dura six jours mais elle fut surtout intense

pendant les trois jours suivant le verdict.

Si l'émeute de Los Angeles fut si massive, c'est d'abord parce que le tabassage de Rodney King avait été filmé par un voisin et retransmis à la télévision. Cette diffusion publique obligea le chef de la police Daryl Gates, habituellement peu regardant, à prendre des mesures: un policier fut licencié, les trois autres suspendus sans traitement. Inculpés, ils risquaient sept ans de prison, mais ils furent jugés à Simi Valley, localité connue pour ne compter que 2 % de Noirs et pour se situer dans le « comté des flics », où une famille sur cinq travaillait dans la police. Dix des douze jurés étaient des Blancs, dont trois parents de policiers. Tout était donc réuni pour acquitter les policiers racistes.

Le verdict choqua les Noirs de Los Angeles, mais aussi une bonne partie de l'opinion publique. C'est ainsi que la deuxième ville des États-Unis se retrouva plongée dans une révolte urbaine qui ravivait le souvenir des années soixante, quand le mouvement noir, en lutte depuis 1954, se radicalisait. Cette émeute fut l'une des plus importantes des États-Unis depuis la guerre. Il y eut plus de morts, de blessés et de dégâts à South Central en 1992 qu'à Watts, autre quartier de Los Angeles, en 1965. Il y eut même plus de morts que lors des émeutes de Detroit en 1967, pourtant très violentes. Il y eut des réactions diverses également à San Francisco, Atlanta, Las Vegas, Baton Rouge ou Seattle, mais nulle part les quartiers noirs ne s'embrasèrent aussi intensément.



La crise économique en toile de fond

Grande différence avec les émeutes des années soixante, ces dernières s'étaient inscrites dans un contexte marqué par un puissant mouvement noir contre la ségrégation. Des organisations politiques importantes étaient alors mobilisées et la politisation était alimentée aussi par la participation des Noirs, en première ligne dans la guerre du Vietnam. En revanche, comme une émeute en mai 1980 à Miami après un verdict identique l'avait déjà montré, la révolte de Los Angeles se plaçait sur l'arrière-fond de la dégradation de la situation économique et sociale.

Dans les années soixante et soixante-dix, le mouvement noir avait obtenu l'abolition de la ségrégation officielle dans les textes. La bénéficiaire du changement fut d'abord la petite bourgeoisie noire, qui se posa en représentante de toute leur communauté face à l'oppression raciale, mais qui cherchait aussi à canaliser la révolte des Noirs pauvres des ghettos.

Cette petite bourgeoisie put accéder à des postes de responsabilité dans les entreprises, les professions libérales ou l'administration, y compris la présidence. C'est ainsi qu'un Noir, Tom Bradley, était maire de Los Angeles en 1992 ou qu'un certain Colin Powell était chef d'état-major de l'armée. Ce dernier conduisit la première guerre du Golfe contre l'Irak, chapeautant aussi les forces armées envoyées par Bush père pour contenir l'émeute. On devait le retrouver secrétaire d'État de Bush fils, justifiant en 2003 une nouvelle intervention armée en Irak par le bobard des armes de destruction massives.

À la fin des années soixante, il y avait eu aussi quelques

progrès pour la masse des Noirs pauvres. Par exemple, après les émeutes de Detroit en 1967, on avait ouvert des bureaux d'embauche pour les Noirs dans l'industrie automobile. La population des ghettos avait accédé aussi à des droits sociaux. Mais, avec la crise économique des années quatre-vingt, les grandes entreprises n'embauchaient plus et les coupes budgétaires de l'administration Reagan mirent à mal la protection sociale, au point qu'en 1992 une partie de la population noire était retombée à son niveau de vie des années soixante, voire pire.

Des potentialités explosives

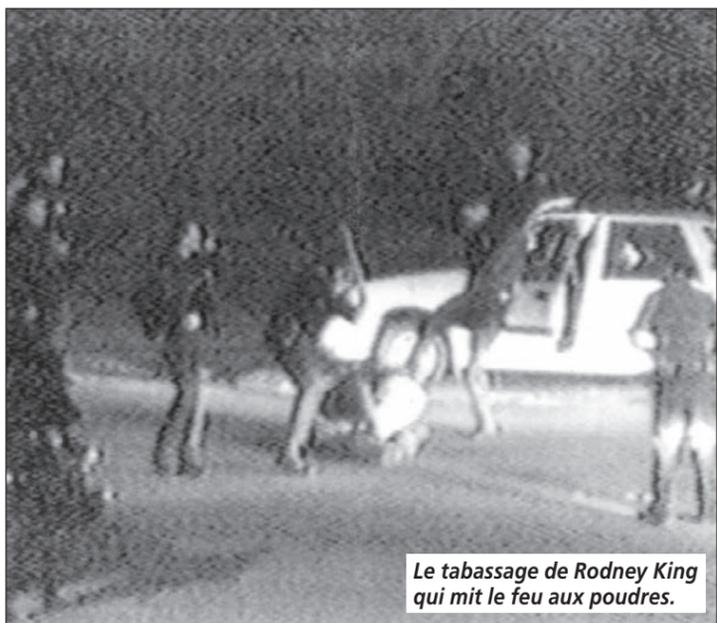
Si une minorité de Noirs avait tiré son épingle du jeu, pour la majorité il n'y avait guère de possibilité de faire de bonnes études, pas d'espoir de trouver un travail, pas de couverture médicale, pas de place dans la société. Tous les ans, des centaines de jeunes des quartiers noirs tombaient victimes de la police, des gangs ou de la drogue; une situation qui engendrait frustration et révolte tant elle apparaissait sans issue.

Les habitants de South

Central réagirent donc comme ils purent. Malheureusement les gangs rivaux noirs et hispaniques justement réconciliés furent finalement le seul encadrement des émeutes, tout en n'ouvrant évidemment aucune perspective politique aux masses noires. L'explosion de Los Angeles rappela cependant que la question noire restait explosive, pouvant même avoir des potentialités révolutionnaires. En entraînant d'autres fractions de la population pauvre, la lutte des quartiers noirs pouvait changer le climat social. Les Noirs sont une minorité dans la société américaine, mais les travailleurs noirs sont nombreux dans les grandes entreprises. Leur mobilisation aurait pu rendre bien des choses possibles, en entraînant les travailleurs blancs à leurs côtés dans la lutte.

Les commentaires de l'époque sur ces événements révélaient en tout cas l'appréhension des dirigeants américains face à cette explosion. Ils auraient toutes les raisons d'avoir la même aujourd'hui, à un moment où la situation sociale ne fait que s'aggraver.

Jacques FONTENOY



Le tabassage de Rodney King qui mit le feu aux poudres.



«La révolution c'est la solution» (en espagnol).

• Canada

Les manifestations étudiantes au Québec La casserole du gouvernement Charest

Les manifestations étudiantes contre la hausse importante des droits de scolarité se poursuivent au Québec.

Depuis début février, des milliers de manifestants s'opposent à l'augmentation de 1 780 dollars canadiens (1 389 euros), étalée sur sept ans, qui porterait leurs dépenses d'inscription à 4 000 dollars canadiens par an. Plusieurs fois par semaine, des rassemblements organisés le soir – la journée bon nombre d'entre eux doivent gagner leur vie – ont appuyé la grève des cours. Bien que les organisations étudiantes aient accepté de rencontrer les représentants du gouvernement provincial, les manifestations continuent, d'autant plus que le Premier ministre québécois

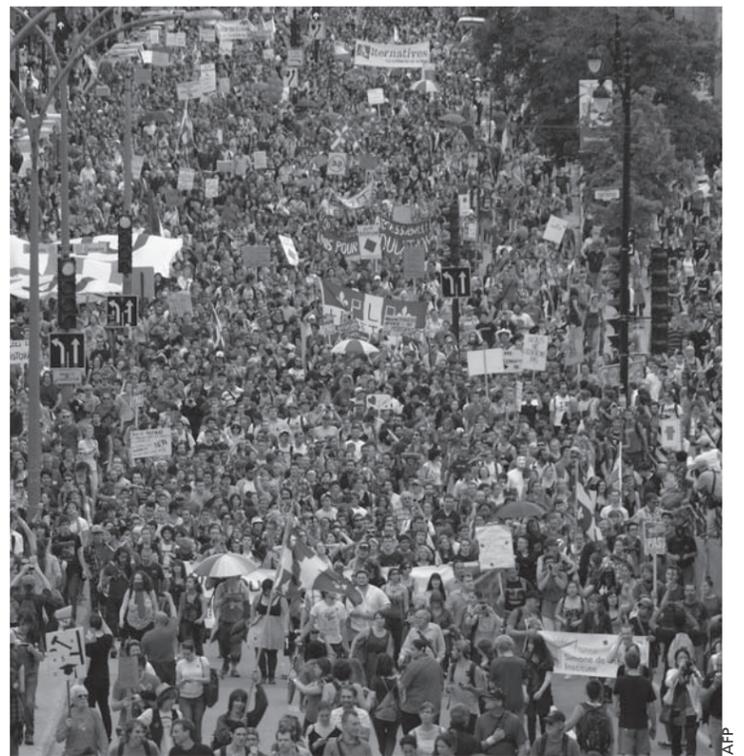
Charest a maintenant fait voter une loi destinée à empêcher les rassemblements.

Mais cette montée au créneau du gouvernement Charest a eu l'effet inverse ; une grande partie de l'opinion publique s'est montrée solidaire des manifestants, certains les ont rejoints, pour protester contre cette porte ouverte aux arrestations massives et aux amendes vertigineuses. Depuis lors, presque chaque soir, des manifestants frappent sur des casseroles, des marmites, dans la rue ou aux fenêtres de Québec, de Montréal et de dizaines de villes proches des métropoles. Et pendant que ces « tintamarres » s'étendent à de nombreux secteurs de la province, les manifestants ont été renforcés à Montréal par une manifestation de juristes, avocats, notaires en toge, désireux de marquer leur opposition à cette loi, dite loi 78, certains arborant le carré rouge

symbole du mouvement.

Même si les violences policières des semaines passées ont choqué, la présence des forces de police est toujours massive. Lors de certaines manifestations, les arrestations se sont comptées par centaines et les amendes se multiplient, les autorités faisant usage de tout l'arsenal de réglementations dont elles ont été dotées pour tenter de stopper la colère des étudiants. Récemment, la loi 78 ne s'y prêtant sans doute pas, c'est le code de la sécurité routière qui a été mis à profit contre la trente-cinquième manifestation nocturne, avec amendes de 494 dollars (389 euros) à la clé.

La situation des couches populaires québécoises s'est dégradée à la suite des attaques du patronat et des gouvernements, aussi bien fédéral que provincial : augmentation de 100 dollars par an de la part à payer par chaque adulte pour



les soins, hausse de l'électricité, suppressions de postes dans les services publics, menaces de fermeture d'entreprises. Le gouvernement

Charest attise un mécontentement qui déborde déjà largement les quelques centaines de milliers d'étudiants.

Viviane LAFONT

• Nos lecteurs écrivent

Québec : un gouvernement qui répond par la matraque

Nos gouvernements prétendent ne pas avoir les fonds pour financer ce droit fondamental appelé l'éducation. La connaissance, le droit d'apprendre, l'accessibilité aux études ne devraient jamais dépendre de la grosseur du portefeuille.

Au fédéral, nos gouvernants tentent d'appauvrir davantage les contribuables alors qu'ils ont pu en 2008, en toute légalité, investir à même nos poches des milliards de dollars pour le sauvetage de banques mafieuses, qui n'ont jamais été tenues de rembourser un sou.

Au provincial, ils peuvent également consacrer des sommes colossales pour ce plan Nord qui, comme le dit si bien Gabriel Nadeau Dubois (porte-parole des étudiants québécois - NdR), contribuera à piller nos ressources naturelles, empoisonner l'air que nos enfants respireront, déplacer sans vergogne les autochtones de

leurs terres natales et renflouer, à coup de milliards, les entreprises pétrolières et minières qui ne verseront pratiquement aucune redevance et quitteront par la suite les lieux, laissant notre territoire totalement exsangue.

Comment donc ne pas s'indigner et se révolter au vu de tous ces pillages et injustices ?

On parle de violence chez les manifestants. Les médias, en majeure partie au service des possédants, dénoncent les casseurs de vitrines. Le peuple québécois s'insurge. Face à cette discréditation du mouvement étudiant, on oublie les 99% de personnes qui manifestent pacifiquement afin de faire valoir leurs droits.

Pourtant, la réelle violence ne s'observe pas dans la rue. Elle est au sein même du gouvernement qui, depuis trois mois, se moque

des étudiants et laisse pourrir le conflit. La violence, c'est la corruption, l'exclusion des plus démunis de notre société, le pillage de nos ressources, le massacre silencieux des peuples autochtones, le vol de nos services sociaux, le mensonge, le retrait du protocole de Kyoto, la privatisation de nos services communs, les plans d'austérité imposés aux populations et la brutalité policière. À nos pancartes ils opposent leurs matraques, à une vitrine brisée leurs gaz et leurs fusils, à nos revendications leur loi 78.

J'écris cette lettre sous le coup de la colère car, malgré le fait que je sois une élève de secondaire 5, je réalise l'injustice que nous subissons tous en ce moment, que ce soit les étudiants ou encore l'ensemble des travailleurs (...). Étudiants, travailleurs, chômeurs, sans-papiers, retraits... même combat!

R.B. (Montréal)

• États-Unis

La peine de mort reste à abolir

L'État du Connecticut vient de décider d'abolir la peine de mort. C'est le dix-septième État à avoir rejeté cette pratique barbare, alors que trente-trois États la maintiennent encore. Au Connecticut elle était déjà peu appliquée, puisque la dernière exécution remonte à 2005 et que c'était la première depuis 1960.

Néanmoins il y a toujours eu des condamnations, puisqu'aujourd'hui onze personnes attendent dans le couloir de la mort. Eh bien, ces

onze personnes ne bénéficieront pas de la nouvelle loi ! Cela a même été une condition pour son adoption.

Ne parlons même pas du gouvernement américain qui ne l'a pas abolie, ni pour les tribunaux militaires ni pour la Cour fédérale, ni bien sûr sur l'ensemble du territoire, alors même que son caractère barbare n'est plus à démontrer et que bien des condamnations sont injustes, discriminatoires, racistes.

D. C.

Lutte de classe n° 144 (mai 2012)

Après l'élection présidentielle d'avril et mai 2012

- L'élection de Hollande et ses conséquences possibles
- dans le contexte de la crise économique
- Meeting national du Zénith – (Paris, 15 avril 2012)
- Extraits du meeting de Lyon – (Vénissieux, 18 avril 2012)
- Textes des émissions télévisées et radiodiffusées de la campagne officielle
- Déclaration de Nathalie Arthaud au soir du premier tour (22 avril 2012)
- Discours aux militants (22 avril 2012)
- Documents
- Résultats généraux des 1^{er} et 2^e tours

Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,60 euro

• Portugal

La santé victime de l'austérité

Les politiques d'austérité menées par les gouvernements portugais successifs frappent de plein fouet le système de santé et précipitent une détérioration amorcée depuis des années. Selon une syndicaliste de la santé, « nous avons actuellement le meilleur système de santé que notre pays ait connu, mais l'État est en train de le torpiller », « nous sommes en train de revenir trente ans en arrière ».

Le cadre actuel remonte à la période 1974-1975, après la « révolution des œillets ». Le système de santé gratuit et de qualité alors mis sur pied, et inscrit dans la constitution, avait permis de faire chuter la mortalité infantile et d'allonger considérablement l'espérance de vie. Il reposait, dans les villages et les quartiers, sur les centres de santé où exercent les médecins généralistes (les cabinets privés sont l'exception) et dans les villes sur les hôpitaux publics. Mais les « réformes » venues ensuite ont consisté à s'attaquer peu à peu à la gratuité et à développer des cliniques privées payantes à l'usage des riches.

Les médecins et les centres de santé sont insuffisamment nombreux à la campagne et dans les quartiers

populaires. En conséquence les urgences hospitalières, seul recours dans le secteur public, ont été débordées. Pour obtenir un rendez-vous auprès d'un spécialiste à l'hôpital, il faut des mois ; puis des mois encore pour une opération. Au point que les autorités sanitaires ont fixé comme objectif national que les délais d'un rendez-vous ne dépassent pas onze mois ! Et pour un rendez-vous il faut prévoir un jour de congé, tant les emplois du temps des médecins sont surchargés.

Le remède a consisté, pour les gouvernements, à tenter de décourager le patient, devenu un « client », en le faisant payer toujours plus. À chaque visite chez le généraliste, 5 euros restent à la charge du malade. Les



Un des centres de santé portugais.

déremboursements font que les médicaments coûtent plus cher chaque année : 3 % par exemple en moyenne en 2011. Mais lors d'un passage aux urgences, il faut payer 20 euros. Parallèlement le budget de la santé, et donc celui des hôpitaux, a été réduit. En 2011 il a perdu 9 %, 710 millions. Cette année on vise 800 millions d'économies, en regroupant les

services, en baissant les remboursements et en augmentant le forfait hospitalier.

Pendant ce temps, pour ceux qui peuvent payer cher, les cliniques privées ne connaissent pas de coupes budgétaires et une médecine à deux vitesses est bien installée.

Le gouvernement portugais de Passos Coelho et la Troïka (Union européenne,

Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) qui le supervise voudront peut-être imposer encore plus d'économies, quitte à ce que ce soit au prix d'une dégradation de la santé de la population modeste. Mais c'est une bombe à retardement social qu'ils sont en train de se préparer.

Vincent GELAS

• Espagne

Quand les banquiers jouent avec le feu

Après avoir pris le contrôle de la Bankia, quatrième banque cotée espagnole, via une participation de 4,5 milliards à son capital, pour lui éviter la faillite, l'État espagnol a annoncé moins de quinze jours plus tard qu'il allait devoir y investir 19 milliards d'euros supplémentaires.

En fait, c'est la totalité du système bancaire espagnol qui est sous la menace de la faillite, et pour la même raison : la part des capitaux investis dans les années 1990-2000 dans la spéculation immobilière, secteur englué dans la crise depuis 2008. Les investissements considérés comme « problématiques » des banques et caisses d'épargne – il s'agit essentiellement des crédits qui risquent de ne pas être remboursés, des stocks d'immeubles et de terrains saisis invendables, qui ne valent plus rien,

etc. – atteignaient au total, selon la Banque d'Espagne, 184 milliards d'euros à la fin de l'année 2011.

Depuis, en raison de l'aggravation de la situation économique, de l'explosion du chômage et de l'effondrement du niveau de vie liés à la multiplication des plans d'austérité, la situation des emprunteurs, entreprises et ménages, n'a cessé de se détériorer et donc celle des banques de se dégrader. Les banques espagnoles ont eu beau emprunter à taux faible des milliards d'euros à la BCE – elles ont été depuis six mois ses principales clientes – leur situation a continué à empirer. Le 17 mai, l'agence de notation Moody's dégradait la note de seize d'entre elles.

Le gouvernement espagnol a beau répéter pour rassurer les marchés qu'il n'aura pas besoin de faire appel à l'aide de l'Europe ou du FMI pour sauver ses banques ; il a beau réitérer ses engagements de réduction de déficit

et d'endettement, et sa volonté de faire payer la population espagnole, les obligations de l'État espagnol à dix ans dépassent désormais les 6 % sur le marché secondaire. Les banquiers et établissements financiers qui vivent de l'endettement des États doutent de la capacité de l'État espagnol, déjà engagé financièrement dans le soutien à ses régions déficitaires, à faire face à la faillite de son système bancaire. Mais, en lui faisant ainsi payer ses emprunts au prix fort, ils compromettent encore plus la possibilité de l'État espagnol d'y arriver.

Les structures d'aide mises péniblement en place par l'Union européenne pour venir en aide aux États de la zone euro en difficulté, qui interviennent déjà en faveur de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande, n'auraient pas les moyens de faire face à l'effondrement du secteur bancaire espagnol. Pour quelques milliards de revenus supplémentaires soutirés

aujourd'hui à l'État espagnol, les banquiers prennent le risque, demain, d'une crise majeure à l'échelle de

l'Europe. C'est ce qui s'appelle jouer avec le feu.

Jean-Jacques LAMY

• Soutanes

Une balance au Vatican

Le personnel de grande maison n'est plus ce qu'il était. Après le majordome de madame Bettencourt, voilà que celui du pape se met à tout déballer.

Ce qu'il dit n'est pas vraiment une révélation : la banque du pape trempe dans de louches affaires, le Vatican risque de se retrouver sur la liste des États voyous, la hiérarchie de l'Église connaît tout et depuis toujours sur les turpitudes de certains prélats, les cardinaux n'ont pas seulement la couleur des crabes (cuits), ils en ont aussi le comportement supposé, lorsqu'on les met

dans un panier. Bref, la routine.

Le majordome a quand même été arrêté, le livre tiré de ses révélations taxé de criminel par le porte-parole du Vatican et la police du Saint-Siège interroge les cardinaux les uns après les autres pour trouver le corbeau.

Si les comploteurs résistent, rappelons-leur que l'application de la « question ordinaire », à laquelle recourait autrefois l'Inquisition, s'est parfois avérée utile. Et puis le matériel doit bien être rangé quelque part dans les caves...

P. G.

• Syrie

Après le massacre de Houla

La dictature de Assad et la complicité des grandes puissances



Vendredi 25 mai, 108 personnes, dont 49 enfants et 25 femmes, ont trouvé la mort à Houla, en Syrie. Au nom des Nations-unies, Kofi Hannan s'est dit « horrifié » devant ce massacre et un concert de réprobation a retenti contre le régime syrien qui, comme il en a l'habitude, a reporté la faute sur des « groupes terroristes armés ».

Le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni dans l'urgence, a publié une protestation se gardant de dénoncer le régime de Assad afin d'avoir le soutien de la Russie, pour laisser croire que les choses bougeaient et que le régime de Poutine prenait des distances vis-à-vis de Damas. Mais il n'en était rien.

Que s'est-il passé exactement à Houla? La déclaration de l'ONU établit un lien entre ce massacre et une série de bombardements d'artillerie et de tanks de l'armée du dictateur syrien contre un quartier résidentiel d'Houla. Il semble que l'armée rebelle, l'ASL, aurait ensuite riposté contre deux check-points de l'armée régulière, ce qui aurait entraîné une réaction des milices civiles pro-Assad, les chabiha, qui se seraient attaquées à la population d'un faubourg de Houla, massacrant à l'arme blanche et avec des armes légères ceux qu'ils croisaient. En plus des morts, il y aurait trois cents blessés.

Ces victimes viennent s'ajouter à la longue liste de tous ceux que le régime de Bachar el-Assad a déjà tués, blessés ou arrêtés depuis le début de la révolte, il y a plus d'un an, montrant qu'il entend conserver le pouvoir coûte que coûte.

Mais la politique des grandes puissances n'est guère

plus reluisante. Le fameux plan de paix mis en avant par Kofi Hannan qui s'est traduit par le déploiement sur le terrain de trois cents observateurs se révèle chaque jour pour ce qu'il était depuis le début, un leurre et un faux-semblant.

Les grandes puissances montrent du doigt la Russie et la Chine qui soutiennent le régime syrien. Ces deux-là sont simplement moins hypocrites que les grandes puissances occidentales qui, elles aussi, dans le passé, se sont toujours appuyées sur la dictature syrienne pour qu'elle joue sa part dans le maintien de l'ordre impérialiste dans la région. Et, en réalité, comme la Russie et la Chine, les grandes puissances continueraient bien à s'en accommoder.

Mais il leur faut tenir compte de l'opinion publique bouleversée par la répression ouverte du régime. Pour ne plus sembler rester insensibles, comme c'était le cas pendant les premiers mois de répression, les grandes puissances, via l'ONU, ont sorti de leur chapeau un pseudo plan de paix qui n'a arrêté aucun massacre. Et comment pourrait-il en être autrement? Les observateurs sont trop peu nombreux pour avoir des yeux et des oreilles dans toute la Syrie, ce qu'admettent

volontiers ceux qui le mettent en œuvre. Et des massacres ont même eu lieu en présence d'observateurs!

La presse rapporte un dialogue dans les rues de Homs entre les habitants et les observateurs de l'ONU. Les premiers expliquent qu'ils se font tirer dessus quand ils descendent dans la rue pour manifester. Ce à quoi les observateurs leur répondent: « Vous n'avez qu'à rester chez vous ». Cela indique à quoi ce plan pourrait servir, s'il servait à quelque chose. Non pas à convaincre le régime Assad de désarmer mais plutôt à inviter la population en révolte à baisser les bras, ce qui serait tout bénéfique pour le régime syrien... et les grandes puissances.

La dictature n'a tenu aucun des engagements qui accompagnaient ce plan, tels que ne plus tirer avec des armes lourdes sur les civils ou libérer les prisonniers politiques, sans que cela suscite de réactions significatives des grandes puissances.

Celles-ci préfèrent éviter de reconnaître que ce prétendu « plan de paix » est un fiasco. Effectivement, tant qu'il peut continuer de faire croire que les grandes puissances font des efforts pour éviter la poursuite des massacres, ce paravent leur est utile.

En attendant, la population syrienne continue de payer cher le soutien que les grandes puissances ont accordé à la dictature, et qu'elles continuent de lui accorder dans les faits.

Jacques FONTENOY

• Le Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis)

Rotos 93 mise en liquidation

L'imprimerie Rotos 93 du Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis, dont Lutte Ouvrière est cliente et qui assure depuis des années le tirage de notre journal, a été mise en liquidation le 29 mai par le Tribunal de commerce, qui a ordonné sa cessation d'activité à partir du 6 juin. Nous citons ci-après le communiqué des travailleurs de Rotos 93 à propos de cette décision:

« La direction a décidé de fermer l'usine pour des raisons obscures qui échappent aux salariés, alors que la charge de travail reste très importante. En effet, depuis plusieurs mois, la direction est absente, se désintéressant du sort de l'entreprise et de ses ouvriers.

La direction est restée muette aux multiples interpellations des représentants du personnel concernant les difficultés du personnel à mener à bien sa mission. Le personnel s'est trouvé livré à lui-même, dans l'obligation de s'autogérer.

Les salariés ont été mis devant le fait accompli, le personnel averti une semaine avant le dépôt de bilan. Ils ont quand même tenté d'apporter des solutions en proposant plusieurs alternatives. La direction a refusé tout dialogue avec les représentants du personnel.

Aussi nous appelons la profession à les soutenir et à

réfléchir au fait d'imprimer les titres dont la direction ne veut plus, mais que le personnel souhaiterait conserver.

Nous appelons également tous les syndicats ou sections syndicales à leur témoigner leur solidarité, soit en passant sur le site: 3 rue du Parc au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis, 93150), soit en adressant un fax à la direction au 01 48 14 21 70, avec copie au syndicat CGT de l'entreprise. »

Lutte Ouvrière affirme toute sa solidarité avec les 24 salariés de Rotos 93, qui ont pendant des années assuré la parution de notre journal et qui sont ainsi brutalement privés de leur emploi et de leur salaire. Nous les remercions d'avoir accepté, malgré cette situation, d'assurer encore le tirage du présent numéro. Nous continuerons à informer nos lecteurs des suites de l'affaire.

• Bull en Libye

Profits et dictature font bon ménage

La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et la Ligue des droits de l'homme (LDH) ont obtenu que leur plainte contre la société Amesys, une filiale de Bull, soit prise en compte.

Le parquet de Paris vient donc d'ouvrir une information judiciaire sur les activités d'Amesys accusée de « complicité d'actes de torture » en Libye.

La justice va donc se pencher sur les contrats passés entre Amesys et le régime de Kadhafi pour la livraison de matériel et de logiciels qui servaient à la surveillance électronique des communications. Entre les mains d'une dictature comme celle qui sévissait en Libye, de tels moyens permettaient de surveiller tous et tout, des communications téléphoniques aux mails en passant par les chats et autres sms.

L'avocate de la FIDH et de la LDH entend faire de ce procès un exemple: « Est-ce qu'au nom du business, une entreprise peut commercer avec les régimes dictatoriaux quelles qu'en soient les conséquences? » Amesys, qui est une filiale du groupe Bull depuis 2010, n'est pas gênée pour répondre que ces contrats ont été signés en 2007, à une époque où Kadhafi était

encore considéré comme très fréquentable par les grandes puissances, au premier rang desquelles la France, Sarkozy n'ayant pas hésité à recevoir le dictateur libyen en grande pompe à Paris. À l'époque le pétrole libyen, les intérêts de Total et ceux de Bull faisaient très bon ménage avec la dictature et personne ne parlait de droits de l'homme non respectés en Libye.

Kadhafi tombé, on peut mettre en accusation un trust ayant fait du commerce avec sa dictature. Mais pour un trust comme Bull jugé et pas encore condamné d'ailleurs, combien d'autres de par le monde continuent à faire du commerce avec des dictatures et avec la bénédiction des gouvernements impérialistes? Commerce, profits, dictatures et impérialisme vont ensemble.

Cédric DUVAL